



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

**Ormuz**

**Trump prolonge la trêve, le blocus persiste, la facture s'envole**  
*Face à la paralysie du commerce mondial d'énergie, Donald Trump a prolongé la trêve avec Téhéran. Si Washington maintient ...* • (Page 08)

**Défense, climat**

**Le prix de la solidarité financière européenne**  
*Face aux besoins colossaux pour protéger l'Europe et transformer son économie, les gardiens de l'euro à Francfort brisent un tabou sur la question de ...* • (Page 08)

**La BRVM à New York**

**Une offensive pour capter les capitaux internationaux**

• (Page 03)



**Décentralisation**

**Le Togo et la France coopèrent pour la formation des collectivités territoriales**  
*En visite au Togo, le Centre national de la fonction publique territoriale a signé un partenariat avec l'ANFCT ...* • (Page 02)

**Arbitrage commercial**

**La Côte d'Ivoire et le Togo sécurisent leurs investissements**  
*Les Cours d'arbitrage de Côte d'Ivoire et du Togo ont signé un accord stratégique pour promouvoir des modes alternatifs de règlement ...* • (Pages 04)

**Au cœur de la science**

**Comment l'innovation contre le paludisme est étudiée, évaluée et testée**  
*Alors que le monde célèbre la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, des scientifiques à travers l'Afrique explorent de nouvelles solutions pour réduire la...* • (Page 06)

**Mobilisation des recettes**

• (Page 04)

**Les États ouest-africains repensent leurs systèmes fiscaux à Lomé**



**Haho**

**La journée du professeur d'allemand célébrée à Notsè**  
*L'Association des professeurs d'allemand-Togo (ASPAL-Togo)/Plateaux-Est a organisé en différé, le samedi 18 avril à Notsè, la journée du professeur d'allemand. ....* • (Page 11)

**CANALBOX** **FIBREZ SANS FRAIS**  
PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA\*  
TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ  
8866 www.canalbox.tg

Décentralisation

# Le Togo et la France coopèrent pour la formation des collectivités territoriales

En visite au Togo, le Centre national de la fonction publique territoriale a signé un partenariat avec l'ANFCT pour renforcer les capacités des élus et agents locaux, un levier clé de la décentralisation.



• Junior Aredola

Le Togo franchit une nouvelle étape dans la consolidation de sa politique de décentralisation avec la visite du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) de France. À cette occasion, la délégation française s'est rendue à Blitta, au siège de l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT). Cette mission a été marquée par la signature d'une convention de partenariat triennal entre les deux institutions. L'accord a été paraphé par Hodabalo Awate, ministre de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, également président du conseil d'administration de l'ANFCT. Au cœur de ce partenariat figure le renforcement des capacités des acteurs territoriaux. Le CNFPT accompagnera notamment les formateurs de l'ANFCT dans la conception et la mise en œuvre de programmes de for-

mation adaptés aux besoins des élus locaux et des agents des collectivités. L'objectif est de doter ces acteurs de compétences techniques et managériales indispensables pour assurer une gestion efficace et moderne des collectivités territoriales, dans un contexte de décentralisation progressive au Togo.

### La formation, vecteur de gouvernance locale efficace

Au-delà de la signature de cet accord, cette coopération met en lumière un enjeu majeur : la professionnalisation des ressources humaines au niveau local. Une décentralisation réussie repose en effet sur des institutions locales capables de répondre efficacement aux attentes des populations. Le partenariat entre le Centre national de la fonction publique territoriale et l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales s'inscrit dans cette logique. Il vise à structurer une offre de for-

mation de qualité, adaptée aux réalités togolaises, tout en s'appuyant sur l'expertise française en matière de gestion territoriale. Les ateliers et formations envisagés porteront sur des thématiques variées, allant de la gouvernance locale à la gestion administrative, en passant par la planification territoriale et le développement local. L'accompagnement des formateurs constitue également un axe stratégique, afin de garantir la pérennité du dispositif. Ce type de coopération contribue à renforcer la performance des collectivités territoriales, tout en améliorant la qualité des services publics offerts aux citoyens.

### Coopération internationale au service de la décentralisation

Les autorités françaises soutiennent cette initiative à travers un projet dédié au renforcement des capacités des institutions locales. Au Togo, la décentralisation constitue une priorité stratégique, vi-



## Image du jour

FOIRE INTERNATIONALE  
DU LIVRE DE LOMÉ

Séance de  
**DÉDICACE**

AYIKOUÉ Adama

Auteur de *Balade culturelle*

📅 Samedi  
**25 avril**

🕒 10h - 11h

📍 CETEF - Togo 2000

ENTRÉE LIBRE

LIBRAIRIE MIREV

Lomé - Agbè Télésou, non loin de Café Paris  
92 31 33 33 / 98 43 64 64  
www.librairie-mirev.com

sant à rapprocher l'administration des citoyens et à promouvoir un développement équilibré des territoires. Toutefois, sa mise en œuvre nécessite des ressources humaines qualifiées et des institutions solides. Dans ce contexte, le rôle de l'ANFCT apparaît central. Créée pour accompagner les collectivités territoriales, elle constitue un outil clé pour la formation et la professionnalisation des acteurs locaux. La collaboration avec le CNFPT permet ainsi de bénéficier d'un transfert d'expertise et d'expériences, favorisant l'adoption de bonnes pratiques en matière de gestion publique locale.

## AUX DÉCIDEURS ...

### L'heure de vérité pour la performance publique

À première vue, la circulaire relative à la préparation du budget 2027 pourrait apparaître comme un exercice administratif de routine. Mais à y regarder de plus près, le document signé à Lomé par Essowé Georges Barcola porte une ambition plus profonde : celle de transformer durablement la gestion publique togolaise dans un monde de plus en plus incertain.

Car le contexte n'est pas anodin. Entre tensions géopolitiques persistantes, volatilité économique mondiale et pressions sociales internes, l'État n'a plus le luxe de l'approximation. Il lui faut anticiper, hiérarchiser et surtout, démontrer l'efficacité de chaque franc dépensé. C'est précisément ce que tente d'instaurer cette nouvelle feuille de route budgétaire.

Trois verbes structurent désormais l'action publique : protéger, rassembler, transformer. Trois piliers qui, sur le papier, traduisent une vision cohérente. Protéger, c'est répondre à l'exigence sécuritaire et sociale dans un environnement régional instable. Rassembler, c'est réparer les fractures territoriales et renforcer la cohésion nationale. Transformer, enfin, c'est projeter le pays vers une économie plus compétitive, plus innovante et plus inclusive.

Mais au-delà des mots, la véritable question reste celle de l'exécution. Le Togo n'en est pas à sa première réforme budgétaire. Depuis plusieurs années, les autorités affichent leur volonté d'instaurer une gestion axée sur les résultats. Cette fois, la circulaire semble franchir un cap en imposant des exigences plus strictes : justification systématique des dépenses, indicateurs de performance, sélection rigoureuse des investissements.

Cette orientation vers la performance est salutaire. Elle répond à une attente forte des citoyens : celle de voir les politiques publiques produire des résultats tangibles dans leur quotidien. Routes praticables, écoles fonctionnelles, soins accessibles — autant de réalités concrètes qui doivent désormais guider les choix budgétaires.

Cependant, cette ambition comporte aussi des défis. La culture administrative, encore marquée par des logiques de moyens, devra évoluer vers une culture de résultats. Cela implique des compétences techniques accrues, une meilleure coordination entre les services, mais aussi une capacité à évaluer objectivement les politiques publiques — y compris lorsqu'elles échouent. La question de la discipline budgétaire est également centrale. Dans un contexte de ressources limitées, chaque dépense doit être arbitrée avec rigueur. La volonté affichée de rationaliser les charges et de limiter les dépenses non essentielles va dans le bon sens. Mais elle exigera du courage politique, notamment face aux pressions sectorielles et aux habitudes bien ancrées.

Autre point notable : l'introduction d'outils numériques comme le logiciel « PRECIS ». Cette modernisation de la gestion des effectifs est un signal fort. Elle traduit une volonté de s'appuyer sur des données fiables pour éclairer les décisions. Encore faut-il que ces outils soient pleinement appropriés par les administrations et qu'ils s'inscrivent dans une démarche globale de transformation digitale de l'État.

Enfin, la culture de la redevabilité, évoquée dans la circulaire, constitue sans doute l'enjeu le plus sensible. Parler de performance, c'est accepter d'évaluer, de comparer et, le cas échéant, de sanctionner. C'est un changement profond, qui touche au cœur du fonctionnement de l'administration publique. Sa mise en œuvre nécessitera une volonté politique constante et une transparence accrue vis-à-vis des citoyens.

Au fond, cette circulaire pose une question simple mais essentielle : comment faire mieux avec des ressources contraintes ? La réponse ne réside pas uniquement dans les textes, mais dans leur application. Le budget 2027 sera ainsi un test grandeur nature de la capacité de l'État togolais à traduire ses ambitions en résultats concrets.

Plus qu'un exercice technique, c'est un rendez-vous avec la crédibilité de l'action publique. Et, au-delà, avec la confiance des citoyens.

M.T

### Le Togo en chiffres

#### ± DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes.  
• Source : [tresor.economie.gouv.fr](http://tresor.economie.gouv.fr)

La BRVM à New York

# Une offensive pour capter les capitaux internationaux

Réunis au Nasdaq à New York, les acteurs financiers ont exploré les opportunités d'investissement en Afrique de l'Ouest, portées par la dynamique de la BRVM et la résilience économique de l'UEMOA.

• Junior Aredola

Vitrine internationale pour les marchés financiers ouest-africains. La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a organisé, le 21 avril 2026, une nouvelle édition des BRVM Investment Days au siège du Nasdaq à New York. L'événement a réuni plus de 120 participants, parmi lesquels des investisseurs institutionnels, des gestionnaires d'actifs et des partenaires financiers internationaux. Placée sous le thème « Connecting Global Capital with West Africa's Markets », cette rencontre stratégique visait à renforcer les liens entre les marchés financiers de l'Union économique et monétaire ouest-africaine et les investisseurs internationaux, dans un contexte mondial marqué par des incertitudes économiques croissantes. Dans son allocution de bienvenue, Dr. Félix Edoh Kossi Amenounve, Directeur général de la BRVM, a mis en avant la résilience économique de la région et son positionnement parmi les zones les plus dynamiques du continent africain. Il a également présenté les performances remarquables enregistrées par la place boursière régionale ces dernières années. La capitalisation boursière totale de la BRVM dé-



passé désormais les 40 milliards de dollars, tandis que l'indice BRVM Composite a enregistré une croissance cumulée de plus de 99 % sur les cinq dernières années. À cela s'ajoute une amélioration notable de la liquidité du marché et une dynamique soutenue d'introductions en bourse, illustrée notamment par l'entrée de la Banque internationale pour l'industrie et le commerce en 2025. Aujourd'hui, la BRVM s'impose comme la cinquième bourse du continent africain, avec des perspectives de croissance renforcées par de nouvelles introductions attendues et par l'élargissement de son offre de produits financiers.

### Innovation financière et attractivité

Au-delà des performances actuelles, la BRVM affiche une ambition claire : devenir un marché financier moderne, inclusif et connecté

aux flux internationaux de capitaux. Cette vision se traduit par plusieurs initiatives innovantes. Parmi celles-ci figure le lancement de la Bourse des Matières Premières Agricoles de Côte d'Ivoire, ainsi que le développement futur de nouveaux instruments financiers, notamment les ETF, les produits dérivés et les indices ESG. La promotion des obligations durables — green bonds, social bonds et sustainable bonds — constitue également un axe majeur de cette stratégie. Dans ce domaine, la BRVM se distingue déjà comme l'une des

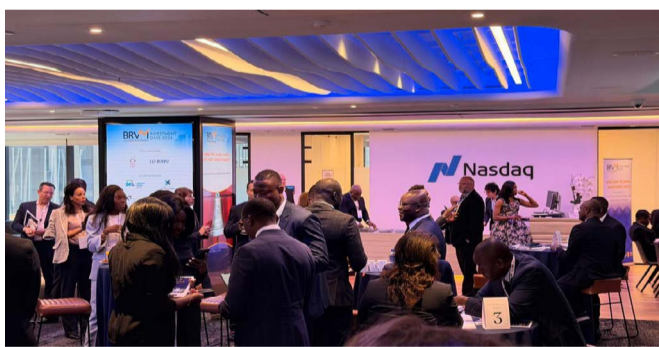
places financières les plus actives en Afrique, occupant notamment la deuxième position continentale en matière de cotation de social bonds. Face aux défis posés par un environnement économique mondial incertain, Félix Edoh Kossi Amenounve a appelé à la mise en œuvre de réformes structurelles pour renforcer l'attractivité du marché régional. Il a également insisté sur la nécessité de mobiliser davantage les ressources des investisseurs institutionnels et particuliers, de développer le capital-investissement et d'améliorer l'accès des PME et des entreprises nationales

au financement. Le plan stratégique 2026-2030 de la BRVM s'inscrit dans cette dynamique. Il vise à consolider les acquis, à diversifier les sources de financement et à favoriser une croissance durable des économies de l'UEMOA.

### Financement des économies de l'UEMOA

Les BRVM Investment Days 2 ont lieu à un moment où les économies de l'Union économique et monétaire ouest-africaine doivent relever d'importants défis en matière de financement. Infrastructures, industrialisation, transition énergétique et soutien aux PME nécessitent des ressources financières considérables. Dans ce cadre, le marché financier régional joue un rôle clé en tant que plateforme de mobilisation de capitaux. En facilitant l'accès aux investisseurs internationaux, la BRVM contribue à diversifier les sources de financement et à réduire la dépendance vis-à-vis des financements traditionnels. L'événement de New York a ainsi permis de renforcer la visibilité de la région auprès des investisseurs mondiaux et de promouvoir ses opportunités d'investissement. Il constitue également un espace de dialogue essentiel pour aligner les attentes des investisseurs avec les priorités de développement des pays de l'UEMOA. En appelant à un engagement accru des partenaires internationaux, la BRVM réaffirme sa volonté de jouer un rôle moteur dans la transformation économique de

l'Afrique de l'Ouest. La mobilisation de capitaux privés, combinée à des politiques publiques adaptées, apparaît comme un levier déterminant pour soutenir une croissance inclusive et durable. À travers cette initiative, la BRVM confirme son positionnement comme un acteur central du financement du développement dans la région. En connectant les marchés ouest-africains aux flux mondiaux de capitaux, elle ouvre de nouvelles perspectives pour les entreprises et les économies de l'UEMOA.



## Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

### Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gov.fr

**Mobilisation des recettes**

**Les États ouest-africains repensent leurs systèmes fiscaux à Lomé**

Lomé accueille un atelier régional stratégique sur la modernisation des administrations fiscales, dans un contexte où les États ouest-africains cherchent à renforcer leurs ressources internes face aux défis économiques.

● Wilson Lawson

Lomé, plateforme régionale pour repenser la gouvernance fiscale. Depuis le 21 avril 2026, Lomé s'impose comme un centre névralgique de réflexion sur la modernisation des administrations fiscales en Afrique de l'Ouest. Pendant quatre jours, la capitale togolaise abrite un atelier régional de haut niveau organisé conjointement par AFRITAC de l'Ouest et la Commission de l'UEMOA. La rencontre réunit les dirigeants des administrations fiscales des pays membres, dans un contexte marqué par la nécessité impérieuse d'accroître la mobilisation des recettes domestiques. Face à la contraction de l'aide extérieure et aux pressions budgétaires croissantes, les États de la sous-région cherchent à renforcer leur autonomie financière. Dans son message, transmis par Racheeda Boukezia, Oral Williams, Directeur d'AFRITAC de l'Ouest, a insisté sur la nécessité d'impliquer davantage les cadres dirigeants dans la conduite des réformes fiscales. Les évaluations menées à travers les outils TADAT ont en effet révélé des insuffisances persistantes en matière de gouvernance, de management et d'intégrité. Le choix de Lomé pour abriter cette rencontre n'est pas anodin. Les partenaires internationaux saluent la stabilité macroéconomique du Togo, notamment sa maîtrise de l'inflation et sa résilience économique, qui en font un cadre propice au partage d'expériences entre pays.

**Des réformes indispensables pour renforcer la souveraineté financière**

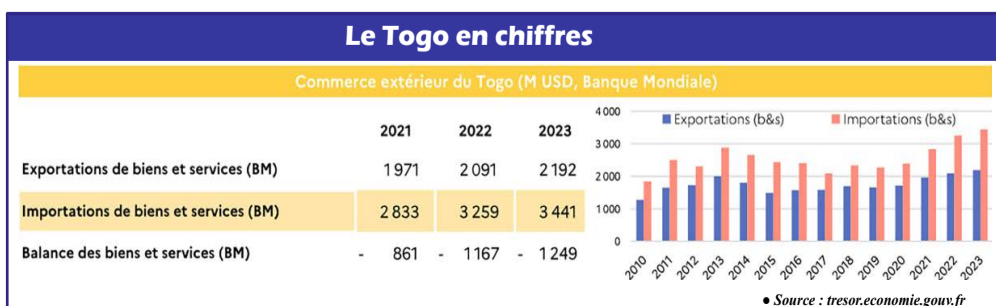
Au-delà des échanges techniques, cet atelier met en lumière les enjeux cruciaux liés à la gouvernance fiscale dans la région. L'efficacité des administrations fiscales apparaît comme un levier central pour soutenir les politiques publiques et répondre aux besoins croissants des populations. Au nom du ministre des Finances et du Budget, Mawoussé Akou



Adetou Afidenyigba, Directeur de Cabinet, a officiellement ouvert les travaux. Elle a souligné que les faiblesses en matière de management et de gouvernance expliquent en grande partie le faible impact des réformes fiscales engagées ces dernières années. Dans un environnement marqué par les réformes communautaires impulsées par la CEDEAO et l'UEMOA, ainsi que par des chocs externes récurrents, la mobilisation des ressources internes devient une priorité stratégique. La qualité du management, la transparence, la lutte contre la corruption et la performance organisationnelle sont autant de facteurs déterminants pour restaurer la confiance des citoyens dans l'impôt. Les thématiques abordées au cours de cet atelier illustrent cette approche globale : gouvernance et intégrité, pilotage stratégique, autonomie institutionnelle, gestion des ressources humaines, transformation numérique et harmonisation des pratiques fiscales. Les participants travaillent également à l'élaboration d'un guide régional des bonnes pratiques et à la mise en place d'un observatoire régional des performances fiscales.

**Des contraintes budgétaires accrues**

L'organisation de cet atelier intervient dans un contexte particulièrement exigeant pour les économies ouest-africaines. La baisse de l'aide internationale, les tensions géopolitiques, le renchérissement du coût du financement et les effets des changements climatiques exercent une pression croissante sur les finances publiques. Dans ce contexte, les États n'ont d'autre choix que de renforcer leur capacité à mobiliser des ressources internes pour financer leurs priorités de développement. La fiscalité apparaît ainsi comme un pilier essentiel de la souveraineté économique. Le rôle de Fonds monétaire international, à travers AFRITAC de l'Ouest, est central dans l'accompagnement des pays de la région. Depuis plusieurs années, ces institutions apportent un appui technique à la modernisation des administrations fiscales, notamment à travers des formations, des missions d'assistance et des évaluations diagnostiques.



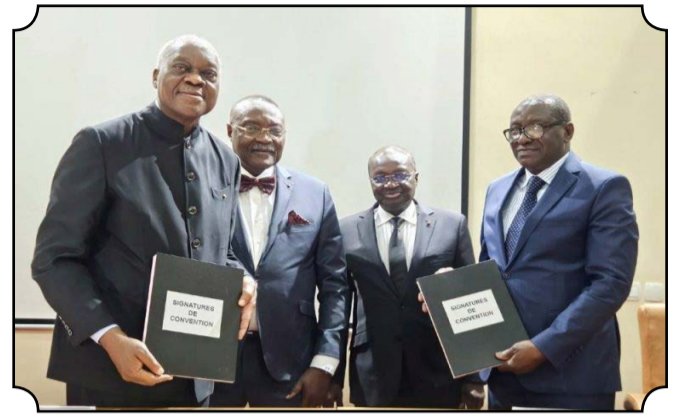
**Arbitrage commercial**

**La Côte d'Ivoire et le Togo sécurisent leurs investissements**

Les Cours d'arbitrage de Côte d'Ivoire et du Togo ont signé un accord stratégique pour promouvoir des modes alternatifs de règlement des litiges et renforcer la sécurité juridique dans l'espace UEMOA.

● Vivien Atakpabem

Partenariat au service du climat des affaires. Les relations économiques entre la Côte d'Ivoire et le Togo franchissent une nouvelle étape avec la signature, le 21 avril 2026, d'une convention de partenariat entre la Cour d'arbitrage de Côte d'Ivoire (CACI) et la Cour d'arbitrage du Togo (CATO). L'accord a été paraphé à Abidjan, sous l'égide des présidents des chambres de commerce et d'industrie des deux pays. La cérémonie a réuni Touré Faman, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, et José Kwassi Symenouh, son homologue togolais, aux côtés des présidents des deux institutions d'arbitrage, Tall Yacouba et Coffi Alexis Aquereburu. Ce partenariat vise à renforcer la coopération entre les deux cours dans le règlement des litiges commerciaux, à travers la promotion de l'arbitrage et de la médiation. Il prévoit notamment des échanges d'expériences, de données et de bonnes pratiques, ainsi que la mise en place d'actions conjointes de formation et de sensibilisation. Pour Touré Faman, cette initiative s'inscrit dans une dynamique d'intégration régionale et de coopération institutionnelle. Elle



contribue à consolider la sécurité juridique, un élément clé pour attirer et sécuriser les investissements dans l'espace économique ouest-africain.

**L'arbitrage pour améliorer la sécurité juridique**

Au-delà de la coopération institutionnelle, cet accord met en lumière le rôle croissant des modes alternatifs de règlement des litiges dans le monde des affaires. L'arbitrage et la médiation apparaissent aujourd'hui comme des outils essentiels pour offrir aux entreprises des solutions rapides, confidentielles et adaptées aux exigences du commerce international. José Kwassi Symenouh a souligné que cette convention favorisera des échanges réguliers entre

les deux institutions, notamment dans la vulgarisation des mécanismes d'arbitrage et de médiation. Elle permettra également de renforcer les capacités des acteurs à travers des programmes de formation. De son côté, Tall Yacouba a insisté sur l'importance de conjuguer les efforts pour promouvoir ces modes alternatifs, qui constituent une réponse efficace aux lenteurs souvent observées dans les juridictions étatiques. Dans un environnement où les investissements transfrontaliers se multiplient, la disponibilité de mécanismes fiables de règlement des différends devient un facteur déterminant pour la confiance des investisseurs. L'arbitrage offre ainsi une justice privée, flexible et reconnue à l'international, contribuant à améliorer le climat des affaires.

**Agriculture**

**A Lomé, la CEDEAO fait le point sur ses projets**

La capitale togolaise abrite depuis le lundi 20 avril les réunions des comités régionaux de pilotage des projets et programmes de la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP). Les travaux réunissent plus de 80 acteurs institutionnels et partenaires du secteur agrosylvopastoral et halieutique ouest-africain.

Jusqu'au jeudi 23 avril, les participants passent en revue les résultats obtenus en 2025 dans la mise en œuvre des différents projets et programmes régionaux, en lien avec la politique agricole de la CEDEAO. Les échanges permettent d'évaluer les progrès réalisés, d'identifier les contraintes rencontrées et d'analyser les défis persistants, notamment dans un contexte marqué par les crises sécuritaires, les chocs économiques et les effets des changements climatiques sur les systèmes de production. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de l'ECOWAP, qui constitue le cadre de référence des politiques agricoles en Afrique de l'Ouest. Ils portent notamment sur l'amélioration de la production et de la productivité, le développement des ressources animales et halieutiques, la promotion des

chaînes de valeur et des marchés régionaux, ainsi que le renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire. Au-delà de l'examen des réalisations, cette rencontre de Lomé constitue également un cadre de réflexion stratégique pour mieux orienter les interventions en 2026, dans un contexte régional marqué par des défis multidimensionnels affectant les systèmes alimentaires. « La souveraineté et la sécurité alimentaires demeurent au cœur de nos priorités, car

elles constituent le socle de l'intégration régionale et du développement durable en Afrique de l'Ouest », a souligné le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture, Dindigoue Konlani. Notons qu'au Togo, le gouvernement poursuit les efforts de modernisation du secteur agricole à travers divers programmes. Ces initiatives visent à renforcer la productivité et à améliorer durablement la sécurité alimentaire des populations.

(Togo Officiel)





## **AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES (COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS, SEGUCE)**

**N° 003/2026/OTR/CG/CDDI/DODLP**

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes porte à la connaissance de tous les opérateurs économiques et partenaires de l'administration douanière que dans le cadre de la modernisation continue des procédures douanières et pour une prise en charge optimale des marchandises,

Il est procédé à une harmonisation des documents régissant l'entrée des marchandises dans les Terminaux à Conteneurs (TC), les Magasins et Aires de Dédouanement (MAD) et Ports Secs (PS).

A cet effet, le transfert est couvert par :

- la déclaration référencée DT7 77 00 000 pour les marchandises à destination des Terminaux à Conteneurs (TC) et des Magasins et Aires de Dédouanement (MAD) ; et
- la déclaration référencée DT7 78 00 000 pour les marchandises à destination des Ports Secs (PS).

Le Commissaire Général invite tous les partenaires concernés à prendre des dispositions nécessaires pour assurer l'application effective de cet avis et compte sur la collaboration de chacun pour un respect scrupuleux de cette disposition.

Fait à Lomé, le 09 avril 2026

*Le Commissaire Général*

**Yawa Djigbodi TSEGAN**

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO  
Tél. : +228 22 53 14 00  
E-mail : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

## Au cœur de la science

### Comment l'innovation contre le paludisme est étudiée, évaluée et testée

Alors que le monde célèbre la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, des scientifiques à travers l'Afrique explorent de nouvelles solutions pour réduire la propagation de l'une des maladies les plus meurtrières du continent.

• Nicole Esso

Si des progrès significatifs ont été réalisés au cours des deux dernières décennies, le Rapport 2025 sur les progrès de la lutte contre le paludisme en Afrique avertit que l'élan dans la lutte contre la maladie s'est essoufflé. Malgré des efforts continus, l'Afrique est encore loin de l'objectif de l'Union africaine d'éliminer le paludisme d'ici à 2030, avec un ralentissement des progrès depuis 2015 et seulement une poignée de pays ayant atteint des étapes clés de réduction. Dans le même temps, un déficit de financement mondial croissant, combiné à des défis de plus en plus importants tels que la résistance aux insecticides, les pressions climatiques et la fragilité des systèmes de santé, suscite des inquiétudes quant à une possible recrudescence du paludisme si les investissements et l'innovation ne sont pas maintenus comme des priorités. Cela signifie que les chercheurs doivent étudier des approches complémentaires susceptibles de renforcer la prévention du paludisme et de sauver des vies. Parmi celles-ci figure la technologie de l'impulsion génétique, une approche génétique que les scientifiques étudient comme une innovation potentielle pouvant compléter les interventions existantes,



telles que les moustiquaires, les insecticides, les médicaments et les vaccins.

#### Cibler les moustiques qui transmettent le paludisme

Sur plus de 3 500 espèces de moustiques dans le monde, seule une petite proportion transmet le paludisme. En Afrique subsaharienne, quelques espèces étroitement apparentées sont responsables de la majorité des transmissions. Les scientifiques de Target Malaria étudient si la technologie de l'impulsion génétique pourrait aider à réduire les populations de ces moustiques vecteurs du paludisme ou à empêcher le parasite d'être transmis du moustique à l'humain.

#### Comment les scientifiques développent des moustiques à impulsion génétique

Le développement de moustiques à impulsion génétique est un processus long et minutieux qui commence dans des environnements confinés de laboratoire hautement. Les chercheurs conçoivent

des modifications génétiques et les introduisent soigneusement dans des embryons de moustiques à l'aide d'aiguilles extrêmement fines, sous microscope. Cette opération doit être réalisée peu après la ponte des œufs, lorsque les embryons sont au bon stade de développement. Seuls quelques chercheurs dans le monde maîtrisent ce savoir-faire. En raison de la délicatesse de la procédure, tous les embryons modifiés ne donnent pas naissance à des moustiques modifiés ; il arrive que la modification génétique échoue. Les scientifiques identifient ensuite les moustiques porteurs de la modification et établissent des colonies en laboratoire afin d'étudier le trait sur plusieurs générations. Ces colonies permettent d'observer comment la modification se transmet et si elle est héritée aux taux attendus. Une fois une colonie établie, les scientifiques réalisent des tests approfondis en laboratoire pour étudier le comportement des moustiques et la propagation de la modification. Les chercheurs analysent également des facteurs clés, tels que la durée de vie des moustiques, leur comportement de piqûre, leur capacité à transmettre la maladie et leur résistance aux insecticides, en comparant les moustiques modifiés à leurs homologues sauvages.

## Technologies de paiement

### Cellulant nomme Anthony Hernandez au poste de Directeur des opérations

Cette nomination marque un tournant vers une transparence opérationnelle alimentée par l'IA, une conformité en temps réel et une croissance pilotée par la donnée au service des clients.

• Vivien Atakpabem

Cellulant, leader africain des technologies de paiement, a nommé Anthony Hernandez au poste de Directeur des opérations (COO). Il sera chargé de piloter l'expérience client de bout en bout, de l'intégration aux transactions, jusqu'à la croissance client, tout en accélérant l'automatisation des opérations au sein de l'entreprise. Cellulant répond aux besoins de paiement des entreprises et des multinationales en Afrique grâce à une API unique qui connecte plusieurs marchés et des centaines de méthodes de paiement. Alors que l'entreprise poursuit sa croissance, elle concentre ses efforts sur le renforcement de son socle opérationnel afin de garantir des paiements cohérents, fiables et transparents pour ses clients sur tous les marchés, tout en soutenant leur croissance. Commentant cette nomination, Peter O'Toole, Directeur général de Cellulant, a déclaré : « Aujourd'hui, dans le secteur des paiements, la confiance est la véritable monnaie, et l'excellence opérationnelle est ce qui permet de la gagner. Alors que nous continuons d'augmenter nos volumes et de soutenir des entreprises leaders

en Afrique et au-delà, nous renforçons délibérément nos fondations opérationnelles. Le rôle d'Anthony est d'ancrer cette discipline opérationnelle, en offrant des expériences cohérentes et de haute qualité à mesure que nous renforçons notre présence sur les marchés et soutenons la croissance de nos clients. » Anthony Hernandez apporte plus de 25 ans d'expérience en leadership international dans les services financiers, la fintech et l'industrie, avec une solide expertise dans la conception et le déploiement de modèles opérationnels performants dans des environnements complexes, réglementés et en forte croissance. Au cours de sa carrière, il a occupé des postes de direction chez

GE Capital, Xapo Bank et Demica (désormais intégré à FIS), où il a mené des transformations digitales à grande échelle, obtenu des autorisations réglementaires et constitué des équipes opérationnelles mondiales gérant des actifs de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Sous la direction de Hernandez, Cellulant développera un cadre opérationnel automatisé et piloté par les données afin de répondre aux attentes croissantes des clients en matière de visibilité en temps réel sur les flux financiers et les règlements, tout en assurant un suivi rigoureux des transactions pour garantir la conformité sur l'ensemble de ses marchés. En s'appuyant sur les données de sa plateforme, l'entreprise fournira des analyses approfondies pour aider ses clients à optimiser leurs performances, gérer les risques et se développer. Il renforcera également les cadres de conformité et de gestion des risques afin d'assurer les plus hauts standards de gouvernance dans les marchés réglementés. « La flexibilité des paiements commence par l'accès aux bonnes options et se développe grâce à la fiabilité de leur fonctionnement au quotidien », a déclaré Anthony Hernandez, COO de Cellulant.

## BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 21 avril 2026

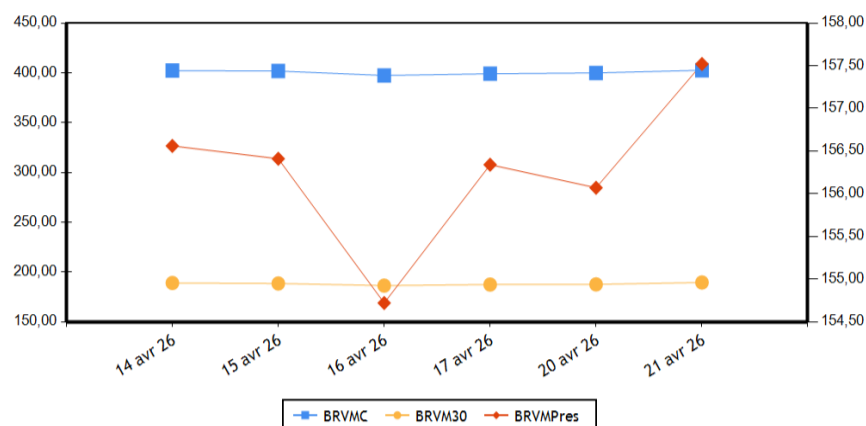
N° 75

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>402,52</b>
Variation Jour	0,67 % ↑
Variation annuelle	16,42 % ↑

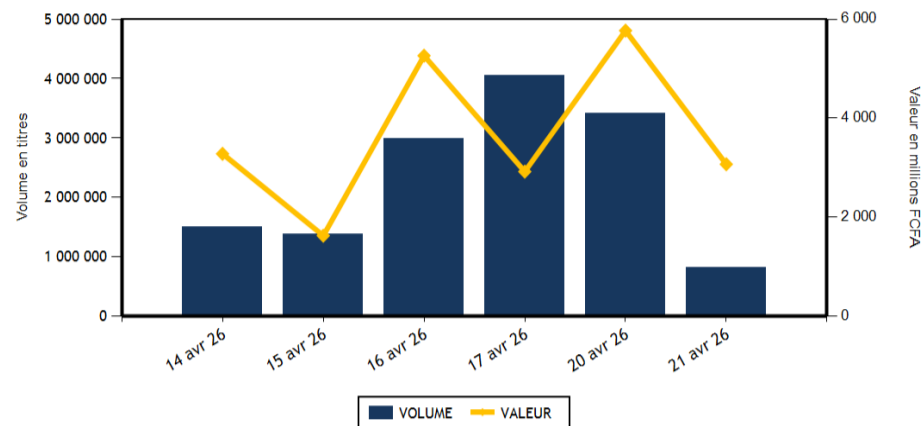
<b>BRVM 30</b>	<b>189,44</b>
Variation Jour	1,02 % ↑
Variation annuelle	13,96 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>157,52</b>
Variation Jour	0,93 % ↑
Variation annuelle	9,20 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 519 675 498 528	0,67 %
Volume échangé (Actions & Droits)	666 089	-78,58 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 655 457 027	-41,40 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	21	5,00 %
Nombre de titres en baisse	18	0,00 %
Nombre de titres inchangés	8	-11,11 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 906 883 844 511	0,03 %
Volume échangé	147 201	-51,09 %
Valeur transigée (FCFA)	1 412 754 290	-51,99 %
Nombre de titres transigés	6	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	2	-50,00 %
Nombre de titres en baisse		-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	33,33 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	29	7,41 %	26,09 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	34 940	6,52 %	16,88 %
SAFCA CI (SAFC)	6 200	6,35 %	87,59 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	2 000	5,54 %	38,41 %
SODE CI (SDCC)	7 485	3,96 %	29,05 %

## PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	3 515	-7,50 %	48,94 %
NESTLE CI (NTLC)	12 100	-3,04 %	13,62 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 230	-2,56 %	11,38 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	8 495	-2,30 %	18,31 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 800	-2,04 %	23,87 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	157,52	0,93 %	9,20 %	36 737	548 692 240	11,46
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	280,34	0,61 %	28,80 %	629 352	1 106 764 787	17,65

## INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	155,00	0,67 %	16,42 %	666 089	1 655 457 027	13,76

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	101,68	0,19 %	7,14 %	12 716	274 608 965	9,85
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	190,15	1,04 %	9,90 %	19 132	49 071 155	67,90
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	177,28	1,65 %	21,54 %	511 175	714 905 507	12,20
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	263,94	-1,05 %	22,15 %	66 940	479 937 450	13,46
BRVM - INDUSTRIELS	6	192,57	1,13 %	45,52 %	37 849	80 935 175	16,75
BRVM - ENERGIE	4	138,49	0,64 %	24,87 %	15 210	45 369 620	17,55
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	136,97	1,20 %	29,34 %	3 067	10 629 155	16,96

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,76
Taux de rendement moyen du marché	6,57
Taux de rentabilité moyen du marché	7,86
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	191
Volume moyen annuel par séance	2 033 591,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 196 402 064,28

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	51,69
Ratio moyen de satisfaction	15,16
Ratio moyen de tendance	29,33
Ratio moyen de couverture	340,90
Taux de rotation moyen du marché	0,06
Prime de risque du marché	1,52
Nombre de SGI participantes	34

Ormuz

Trump prolonge la trêve, le blocus persiste, la facture s'envole

Face à la paralysie du commerce mondial d'énergie, Donald Trump a prolongé la trêve avec Téhéran. Si Washington maintient son blocus maritime, la menace iranienne sur le passage stratégique d'Ormuz dicte désormais le calendrier diplomatique et fait trembler l'économie européenne.

La diplomatie de la force a ses limites, et elles se situent précisément au sud de l'Iran, dans un goulet d'étranglement maritime de 39 kilomètres de large. Donald Trump, qui menaçait encore lundi de reprendre les bombardements contre l'Iran, a brusquement changé de ton mardi soir. Dans un message diffusé sur son réseau Truth Social, le président américain a annoncé prolonger pour une durée indéterminée la trêve entamée le 8 avril. Officiellement, Washington répond à une demande de médiation du Pakistan. Officieusement, c'est la perspective d'un effondrement énergétique mondial qui dicte ce sursis.

Une paix sous blocus

Cette suspension des hostilités ne ressemble en rien à une démarche de paix. Donald Trump reste fidèle à sa méthode : la pression maximale. S'il accepte de ne pas bombarder, il maintient un blocus maritime sur les ports iraniens, ce qu'il qualifie de levier indispensable pour obtenir un « super accord ». Le ministre américain des Finances, Scott Bessent, a d'ailleurs précisé sur le réseau X que, « d'ici quelques jours, les sites de



stockage sur l'île de Kharg [point névralgique de l'industrie pétrolière iranienne] seront saturés et les fragiles puits de pétrole iranien seront fermés ». « Restreindre le commerce maritime de l'Iran cible directement les principales sources de revenus du régime », a-t-il précisé. De leur côté, les autorités iraniennes voient, dans cette prolongation, un stratagème pour gagner du temps alors que l'armée américaine reste en position de combat. Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement et négociateur en chef, a ainsi estimé que l'annonce américaine ne « vaut rien ». Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghtchi, a été très clair : maintenir, pour les Américains, le blocus des ports iraniens est un « acte de guerre ». En réponse, Téhéran utilise son arme la plus efficace : la paralysie du trafic maritime.

L'Europe et la France face à la facture de

guerre

Cette asphyxie volontaire du détroit par l'Iran a des conséquences immédiates sur les marchés. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord oscille désormais autour de la barre symbolique des 97 dollars. La France est particulièrement exposée. Le ministre de l'Économie, Roland Lescure, a chiffré l'impact pour les finances publiques entre 4 et 6 milliards d'euros. Cette somme correspond principalement à l'envolée des taux d'intérêt qui renchérit le coût de la dette française. Le secteur aérien subit lui aussi un choc de plein fouet. Des analyses récentes indiquent que le surcoût du kérosène pourrait entraîner une augmentation des prix des billets de plus de 100 dollars par vol long-courrier. À Bruxelles, la Commission européenne s'appête à présenter un plan d'urgence.

(Avec Reuters)

Retour des tensions

La crainte revient sur les marchés financiers

Le cours du pétrole est reparti à la hausse tandis que les bourses européennes ont ouvert en nette baisse.

L'inquiétude revient sur les marchés financiers lundi, avec une nouvelle hausse des prix du pétrole et un recul des Bourses européennes, dans la foulée d'un regain de tension au Moyen-Orient entre les États-Unis et l'Iran. Vers 7H10 GMT, le cours du Brent de la mer du Nord, référence mondiale, gagnait 5,89% à 95,70 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI), référence du marché américain, prenait 6,40% à 89,22 dollars. Les Bourses européennes ont ouvert en nette baisse: Paris perdait 1,01%, Francfort 1,16% et Milan 1,06%. Seule Londres cédait 0,36%, un recul limité par la dynamique de ses majors pétrolières, portées par les prix du brut. «La semaine dernière a été marquée par un rebond, alimenté par l'espoir d'une paix imminente, mais les nouvelles du week-end ont tempéré cet optimisme»,



résume Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquote Bank.

Optimisme douché

Vendredi, les indices du Vieux Continent avaient nettement grimpé, après une chute des prix du pétrole dans la foulée de l'annonce par Téhéran de la réouverture complète du stratégique détroit d'Ormuz. Ce passage, par lequel transite d'ordinaire un cinquième du pétrole et du gaz consommés dans le monde, est verrouillé par l'Iran depuis le début du

(afp)

Défense, climat

Le prix de la solidarité financière européenne

Face aux besoins colossaux pour protéger l'Europe et transformer son économie, les gardiens de l'euro à Francfort brisent un tabou sur la question de l'emprunt commun. Décryptage d'un troc politique. L'ambiance feutrée des banques centrales n'est pas habituée aux coups d'éclat. Pourtant, entre Washington et Francfort, les lignes de faille de la finance européenne ont bougé. Deux poids lourds de la Banque centrale européenne (BCE), Philip Lane et Isabel Schnabel, ont ouvert la voie à ce qui ressemblerait à une mutation de l'Union : la pérennisation d'une dette partagée.

Le signal le plus spectaculaire est venu d'Isabel Schnabel. Membre du directoire de la BCE, cette économiste allemande incarne traditionnellement la voix de la prudence, voire de la rigueur, si chère à Berlin. En déclarant la semaine dernière que le moment était « opportun » pour relancer le débat sur l'indépendance de la production par l'emprunt commun, elle a provoqué une déflagration dans les chancelleries. Le glissement sémantique est net : l'Europe doit financer ses « biens publics ». Derrière ce terme se cachent deux urgences vitales. Le réarmement, d'abord : face à un désengagement des États-Unis de Donald Trump, l'Europe doit financer elle-même sa protection. La décarbonation, ensuite : la transition énergétique exige des centaines de milliards d'euros que les budgets nationaux, déjà exsangues, ne peuvent porter seuls. Pour Isabel Schnabel, renforcer la puissance économique et militaire du bloc est désormais « entièrement logique », même si cela passe par la création d'obligations européennes (Euro bonds).



Vers une dette permanente ?

Jusqu'ici, l'emprunt commun était l'exception. En 2020, pour faire face à la pandémie, l'UE avait levé 750 milliards d'euros. C'était un outil de crise, une réponse à un incendie mondial. Aujourd'hui, le débat change de nature. On ne parle plus de réparer une économie à l'arrêt, mais de bâtir une souveraineté de long terme. Philip Lane a passé en revue les options : utiliser l'emprunt conjoint pour les dépenses militaires ou affecter des recettes fiscales nationales au remboursement de cette dette commune. Ce passage d'une aide ponctuelle à un mécanisme structurel est la « petite révolution » attendue par les pays du Sud (Italie, Espagne, France), mais

redoutée par les « frugaux » du Nord (Pays-Bas, Allemagne). Pourtant, le mur des réalités s'impose à tous. La fragmentation du marché de la dette européenne est une faiblesse. Avoir une signature unique européenne, c'est offrir à l'euro un bouclier contre les tempêtes financières mondiales.

L'euro comme arme de puissance

L'enjeu est la place de l'Europe dans le monde. En créant un vaste marché de dette commune, la zone euro renforce son attractivité internationale face au dollar. C'est un levier pour protéger nos entreprises et nos emplois contre les chocs extérieurs. La BCE, par les voix de Lane et Schnabel, envoie un message aux gouvernements : la banque centrale peut soutenir le mouvement, mais la balle est dans le camp des politiques. Le prix de cette puissance financière commune sera l'acceptation, pour chaque capitale, d'un droit de regard accru de ses voisins sur son propre portefeuille.

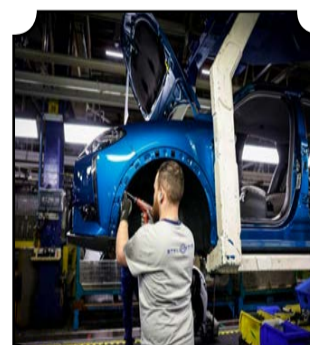
(Avec Reuters)

Poissy

Stellantis cesse de produire des voitures dans un site historique

Le groupe ne produira plus d'automobiles à Poissy après 2028. 1000 postes ouvriers sur 1500 seront conservés.

Le constructeur Stellantis a annoncé jeudi qu'il allait cesser après 2028 la production d'automobiles dans son usine historique de Poissy (Yvelines), qui deviendra un centre de fabrication de pièces et de déconstruction de véhicules, en conservant 1000 postes ouvriers sur 1500. Le groupe italo-franco-américain (marques Peugeot, Citroën, Opel, Fiat, Chrysler...) va investir 100 millions d'euros pour reconverter ce site et assure que les réductions d'effectifs s'effectueront par des départs naturels ou volontaires. «Le site ne fermera pas, il aura un futur industriel pérenne», a assuré Stellantis dans un communiqué, précisant que la production automobile se poursuivra à Poissy au moins jusqu'à fin 2028. Ensuite, le site va progressivement intégrer «quatre nouvelles activités industrielles, pleinement opérati-



tionnelles d'ici à 2030» pour «maintenir 1000 postes ouvriers», à savoir «la production de pièces automobiles, la valorisation de pièces dans une logique d'économie circulaire, la préparation et la transformation de véhicules et l'impression 3D de pièces pour des petites séries». «Compte tenu de la pyramide des âges, les évolutions d'effectifs se feront de manière progressive», «via des départs naturels ou des mesures individuelles basées sur le volontariat», selon le groupe.

En sursis

Dernière usine d'assemblage automobile d'Île-de-France, le site de Poissy, l'une des cinq usines françaises de Stellantis et l'une des onze usines françaises d'automobiles, produisait 400 véhicules par jour, des Opel Mokka et des DS3. À son apogée, vers 1976, elle a employé jusqu'à 27'000 personnes. L'arrêt de la production automobile à Poissy, usine née en 1938, vient clore une série noire pour les autres grandes usines automobiles françaises: les usines Renault de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) ont fermé en 1992, puis l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) en 2014. À Flins (Yvelines), l'usine Renault a cessé la production automobile en 2024 pour se reconverter dans le reconditionnement automobile.

Avec lematin.ch

## ONU

## Les candidats au poste de Secrétaire général présentent leurs arguments lors de « dialogues interactifs » télévisés

Les quatre candidats actuellement en lice pour devenir le prochain Secrétaire général de l'ONU auront chacun l'occasion de démontrer pourquoi ils constituent le meilleur choix, au cours d'une série de « dialogues interactifs » qui se déroulent cette semaine au Siège de l'ONU à New York.

À compter du 1er janvier 2027, une nouvelle personne sera aux commandes au 38e étage du Siège des Nations Unies : après dix ans de service et avoir accompli le maximum autorisé de deux mandats, António Guterres quittera ses fonctions. Son successeur devra non seulement surmonter de profonds défis politiques et financiers, mais aura également pour mission de faire progresser des réformes essentielles afin de garantir que l'Organisation des Nations Unies soit prête pour l'avenir — et ce, à un moment où l'ONU et le droit international font l'objet d'attaques directes. Ce mardi et ce mercredi, les deux hommes et les deux femmes en lice pour ce poste participent à des réunions de l'Assemblée générale, au cours desquelles ils exposeront leur vision pour les Nations Unies et répondront aux questions des États Membres ainsi que de représentants de



la société civile concernant leur expérience en matière de leadership et leurs qualifications, la réforme de l'ONU et les trois piliers de l'Organisation : la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme. Il s'agit de Michelle Bachelet, ancienne Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et ancienne Présidente du Chili ; Rafael Grossi, actuel Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ; Rebeca Grynspan, actuelle Secrétaire générale de l'agence des Nations Unies pour le commerce et le développement

(CNUCED) ; et Macky Sall, ancien Président du Sénégal. Ces dialogues sont organisés par la Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies, Annalena Baerbock, qui a déclaré aux journalistes mardi matin — peu avant la première séance — qu'ils marquaient une étape cruciale du processus de sélection ; un processus qui, selon elle, intervient à un moment charnière pour les Nations Unies.

#### « Le travail le plus difficile au monde »

« La sélection du Secrétaire général a des conséquences de grande portée qui résonnent

bien au-delà de ce bâtiment », a affirmé Mme Baerbock. « Notre choix déterminera l'orientation de l'unique organisation multilatérale au monde et démontrera si les Nations Unies représentent véritablement les plus de huit milliards de personnes que nous servons à travers le globe — dont la moitié sont des femmes et des filles ». Elle a décrit la sélection du prochain Secrétaire général non pas simplement comme une décision administrative, mais aussi comme une déclaration d'intention. « Elle enverra un message fort sur ce que représentent les Nations Unies et sur la manière dont

l'Organisation entend relever les défis du monde interconnecté d'aujourd'hui ». « En un mot, c'est l'un des métiers les plus difficiles au monde », a affirmé Mme Baerbock, « mais c'est aussi l'un des plus importants, car le prochain Secrétaire général ne façonnera pas seulement l'avenir de cette institution, mais aussi — dans son rôle de plus ardent défenseur de la Charte des Nations Unies — celui de l'ordre international fondé sur des règles ».

#### Les dialogues interactifs : mode d'emploi

Au cours de ces dialogues d'une durée de trois heures, les candidats seront invités à présenter une déclaration liminaire de 10 minutes maximum, suivie de questions émanant des États Membres de l'ONU et de représentants

de la société civile, afin d'approfondir l'examen de leurs qualités de leadership et de leur expérience. Cet échange interactif s'articulera autour de deux segments thématiques : les capacités de leadership avérées, l'expérience et les compétences des candidats au service d'une organisation forte et prête pour l'avenir ; et les trois piliers des Nations Unies (paix et sécurité, développement et droits de l'homme). La manière dont les candidats répondront à l'éventail des questions posées constituera un moment déterminant du processus de sélection. Les quatre dialogues interactifs seront diffusés en direct sur la WebTV de l'ONU.

Avec [news.un.org](http://news.un.org)



## HOROSCOPE finance

**Bélier** Sur le plan matériel, l'influence de la planète Mercure vous rendra plus raisonnable. Vous serez plus tenté de jouer les fourmis prévoyantes que les cigales insouciantes. Voilà qui vous permettra de consolider votre situation financière.

**Taureau** Sous l'emprise de Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Vous privilégiez donc les spéculations, aux dépens des investissements. Et la chance soutiendra vos démarches.

**Gémeaux** Le Soleil exercera une influence très positive, vous aidant à garder votre équilibre financier, voire même à mieux gérer votre budget. Jupiter, de son côté, vous vaudra une phase très faste sur le plan financier. Ce sera le moment de demander une prime quelconque, de signer des contrats, de revoir vos placements. Tout vous réussira.

**Cancer** Méfiez-vous des dépenses exagérées, faites pour jeter de la poudre aux yeux de votre entourage. Comptez plutôt sur vos qualités personnelles pour vous mettre en valeur et évitez les extravagances qui ne joueraient d'ailleurs pas à votre avantage et qui, en outre, entameraient sérieusement votre budget.

**Lion** L'immobilier et tout ce qui se rapporte au foyer pourrait donner naissance à des dépenses fortuites et même assez lourdes. Gardez-vous des décisions impulsives dans ce domaine.

**Vierge** Si vous avez projeté d'acheter une maison ou un appartement, vous pourriez concrétiser ce rêve aujourd'hui grâce aux bons offices de Pluton, qui aura incité certaines personnes, notamment des parents proches, à vous apporter une aide pécuniaire.

**Balance** Les astres vous prodigueront gentillesse et sollicitude sur le plan matériel. Vous pourrez mener à bien des transactions financières délicates. Mais attention : certaines personnes chercheront à vous soutirer de l'argent, parmi elles ces "missionnaires" des sectes, les voyants charlatans.

**Scorpion** Avec cet aspect de Jupiter, vous n'aurez pas de souci à vous faire côté sous. L'argent arrivera régulièrement sur vos comptes. Par ailleurs, vous avez fait depuis quelque temps déjà des placements dont vous avez toutes les chances de récolter les fruits maintenant. Vous voilà récompensé pour votre saine gestion et votre aptitude à économiser. A présent, vous pouvez envisager de réaliser un projet qui vous tient à cœur.

**Sagittaire** Le Soleil vous sera très favorable sur le plan financier. Il vous assurera chance, succès et vie large. Il y aura des mouvements d'argent importants, parfois inattendus, souvent en relation avec le lointain, l'étranger. Initiatives heureuses dans les transactions concernant les valeurs étrangères.

**Capricorne** Limitez vos dépenses au strict nécessaire. D'après la configuration astrale de votre thème, vous pourriez bientôt avoir à faire face à des frais imprévus, sans espoir de rentrées inattendues.

**Verseau** Mercure vous apportera de petites rentrées d'argent, mais il pourra vous inciter à les dépenser aussitôt. Par chance, il est accompagné par le Soleil, ce qui devrait vous doter d'intuition pour vos placements. Vous négociez de bons contrats. Vous devriez équilibrer votre budget et, grâce à Saturne, réaliser des économies.

**Poisson** Aujourd'hui, évitez au maximum les opérations financières importantes ou les discussions d'affaires portant sur de grosses sommes d'argent. Vous pourriez commettre une grave erreur d'appréciation.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste  
Email : [contact@leconomistedutogo.tg](mailto:contact@leconomistedutogo.tg)  
Site web : [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

#### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

#### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

#### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

#### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

#### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

#### Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

#### Correcteur

Michel Yao AYEVA

#### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

## Economic forecasts: Sub-Saharan Africa

(real GDP growth; percent change)

	2025	PROJECTIONS	
		2026	2027
<b>Sub-Saharan Africa</b>	<b>4.5</b>	<b>4.3</b>	<b>4.4</b>
Angola	3.1	2.3	2.6
Benin	7.5	7.0	6.7
Botswana	-0.9	4.7	2.2
Burkina Faso	5.0	4.9	4.8
Burundi	3.9	3.8	4.2
Cabo Verde	5.5	4.8	5.0
Cameroon	3.1	3.3	3.8
Central African Republic	4.8	2.6	3.0
Chad	5.6	5.2	4.9
Comoros	3.8	4.1	4.1
Congo, Democratic Republic of the	5.7	5.9	5.4
Congo, Republic of	2.4	2.8	3.2
Côte d'Ivoire	6.5	6.2	6.3
Equatorial Guinea	-6.4	-2.7	-1.3
Eritrea	...	...	...
Eswatini	3.6	4.0	3.5
Ethiopia	9.2	9.2	7.9
Gabon	2.5	2.7	2.8
The Gambia	6.0	5.1	5.0
Ghana	6.0	4.8	4.9
Guinea	6.7	8.7	9.3
Guinea-Bissau	5.5	4.9	4.9
Kenya	4.9	4.5	4.7
Lesotho	1.4	1.1	0.8
Liberia	5.1	5.1	5.4
Madagascar	2.8	3.6	4.1
Malawi	2.1	2.2	2.4
Mali	4.9	5.5	5.7
Mauritius	3.1	3.4	3.4
Mozambique	-0.5	0.5	2.7
Namibia	2.4	2.4	2.7
Niger	6.9	6.7	6.5
Nigeria	4.0	4.1	4.3
Rwanda	7.0	7.2	7.6
São Tomé & Príncipe	2.1	3.4	3.9
Senegal	7.9	2.2	2.3
Seychelles	5.1	1.5	4.0
Sierra Leone	4.4	4.5	4.7
South Africa	1.1	1.0	1.3
South Sudan	46.1	4.1	3.3
Tanzania	5.9	5.9	6.1
Togo	5.9	5.0	5.3
Uganda	6.7	7.5	8.2
Zambia	3.8	4.3	4.7
Zimbabwe	7.5	5.0	4.2

Source: IMF, World Economic Outlook database, April 2026.

Note: Data for Eritrea are excluded due to constraints in data reporting.

**IMF**

## Haho

## La journée du professeur d'allemand célébrée à Notsè

L'Association des professeurs d'allemand-Togo (ASPAL-Togo)/Plateaux-Est a organisé en différé, le samedi 18 avril à Notsè, la journée du professeur d'allemand.

Cette journée est observée chaque premier samedi du mois d'avril. Elle a été lancée par le chef d'Inspection de l'enseignement secondaire général (IESG-Notsè), Toitre Gnimpal. La journée a été marquée par des visites du site du Mémorial de Wahala, de l'usine d'égrenage du coton de Notsè et le renouvellement des membres du bureau régional (ASPAL-Togo) / Plateaux Est. Les manifestations visent à permettre à ces enseignants de découvrir les sites touristiques allemands et de transformation du Togo afin d'améliorer leurs performances et la qualité de l'enseignement de cette langue au Togo. Selon l'inspecteur d'allemand de IESG-Atakpamé, Ametékou Kossi Dodji, la journée du professeur d'allemand présente le double objectif de capitaliser les acquis de l'histoire des Allemands au Togo au profit des enseignants et des apprenants et de muter



vers le renforcement des capacités des enseignants sur l'art de la restitution des cours d'allemand au Togo. Il s'agit également de recréer à travers ces retrouvailles la convivialité entre enseignants, de comprendre leurs difficultés liées à la dispensation et de rechercher des solutions à l'enseignement de l'allemand au Togo. M. Toitre Gnimpal a fait savoir que l'initiative apporte du réconfort à l'enseignant et lui permet de donner le meilleur de lui-même dans les situations de classe et dans l'exercice de la profession d'enseignant. Il a invité les enseignants d'autres disci-

plines à leur emboîter le pas afin de construire un corps enseignant solide dans la région Plateaux-Est. Les enseignants ont élu un nouveau bureau (ASPAL-Togo)/Plateaux-Est de trois membres, présidé par Alaki Essowedou pour un mandat de deux ans, renouvelable une fois. La journée s'est poursuivie par la remise des récompenses aux élèves lauréats du concours national d'allemand et des réjouissances en présence du président national de l'Association des professeurs d'allemand du Togo, Goka Kossivi, et des amis et sympathisants de la structure.

Avec ATOP/YM/SED/KYA

## Volontariat

## KOUDOKOUN Mazalo : se rendre utile là où il y a besoin

Dans la salle d'accueil du service d'hépatogastro-entérologie du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Kara, Mazalo se tient à son poste de secrétaire avec une simplicité qui force le respect. Volontaire nationale de compétences, engagée et dévouée, elle met son temps et son énergie au service des autres, sans attendre de reconnaissance. Chaque jour, elle accueille patients et visiteurs avec une douceur sincère, guidant les pas hésitants et répondant aux questions, parfois répétitives, avec une patience inlassable. Elle n'est ni médecin ni infirmière, mais elle contribue, à sa manière, au parcours de soins.

L'engagement de Mazalo est né d'un profond désir d'aider et de se rendre utile là où les besoins se font sentir. Elle a fait ses premiers pas dans le monde professionnel à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Forte de cette expérience, elle a choisi de s'engager dans le volontariat pour soutenir sa communauté. C'est ainsi qu'elle a été mobilisée par l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) et affectée au CHU de Kara.

**Une générosité qui transforme les gestes simples en actes précieux**

Au poste de secrétaire du service d'hépatogastro-entérologie au CHU de Kara, elle accomplit sa mission de volontariat depuis un an et demi. Chaque jour, elle trie les dossiers, oriente les appels et facilite les échanges entre les services. Elle accueille les patients, planifie les rendez-vous et assure



bien d'autres tâches. Malgré la pression, elle demeure attentive et à l'écoute. Le rôle de cette volontaire dépasse largement le cadre des tâches administratives : elle est le premier contact, la voix qui guide et la présence qui rassure les patients. Avec ses collègues comme avec les patients, elle entretient d'excellentes relations. « Mazalo est une collaboratrice remarquable, qui s'est toujours distinguée par son travail. Elle fait preuve de dévouement et reste disponible pour toute sollicitation. Sans sa contribution, le travail serait bien

plus complexe », témoigne Eyalaba E. Lucie, infirmière diplômée d'État au CHU de Kara. Par sa présence rassurante, cette volontaire allège le poids des inquiétudes que portent les patients face à leur état de santé. Cette mission de volontariat représente pour elle une véritable opportunité d'apprentissage et de partage. « Ma mission de volontariat m'a beaucoup appris. J'y ai découvert le travail en équipe et appris à vivre la solidarité ainsi que le respect d'autrui », confie-t-elle.

Avec togoanvt.org

## Santé

## Des chefs d'agences des Nations unies en visite dans le Vo

Une délégation des chefs des agences des Nations Unies, conduite par le directeur régional de la santé de la Maritime, Dr Agbétiafa Koffi Vovolité, a effectué une visite dans le district sanitaire de la préfecture de Vo, le vendredi 17 avril.

L'objectif était de s'informer sur les stratégies développées par le district pour garantir, à chaque enfant, du foyer à l'école, un accès continu aux soins, à la protection et au développement. Au cours de la visite, les membres de la délégation et les autorités locales ont été renseignés à travers la présentation du modèle intégré, des premiers résultats des analyses des gaps avec les plans d'amélioration proposés et l'outil digitalisé pour l'enregistrement des naissances. Ils ont également suivi des démonstrations sur l'acquisition de l'acte de naissance à travers l'application « NAISSANCE KEVE ». Une visite du site de vaccination du Centre médico-social d'Akoumapé, dans le cadre d'une simulation de



l'éveil, a mis fin à la visite. Le représentant résident de l'Organisation mondiale de la santé, Dr Nouhou Hamadou, a félicité le Togo en général et le district préfectoral de Vo en particulier pour les efforts consentis en matière de santé de l'enfant et de la mère. Il a invité la population à s'unir pour la cause des enfants, à mieux les encadrer, à les suivre, à les vacciner et à veiller à leur alimentation ainsi qu'à leur sécurité. De

son côté, la représentante de l'UNICEF au Togo, Mme Erinnai Dja, a encouragé la population et l'ensemble du personnel soignant pour leurs efforts en faveur de la bonne santé des enfants et de leurs mères. Les autorités administratives, politiques, traditionnelles et militaires de Vo, au premier rang desquelles le préfet Leguèdè Kokou Jérôme, ont pris part à cette visite.

Avec ATOP/AKS/MD

## Kloto

## L'Université de Lomé sensibilise les élèves des Plateaux Ouest sur ses offres de formations

Une délégation de l'Université de Lomé a entamé, le jeudi 16 avril, une campagne de sensibilisation de deux jours dans la région des Plateaux Ouest, avec une première étape au lycée de Kpodzi à Kpalimé. L'objectif, présenter aux élèves les offres de formation, les conditions d'accès et les mécanismes d'orientation dans l'enseignement supérieur public.

Conduite par le responsable de la Direction de l'information, des relations extérieures, de la coopération et des prestations de services (DIRECOOPS), Pr Mawusse Kpakpo Akue Adotevi, cette mission s'inscrit dans le cadre d'une tournée nationale visant à rapprocher l'université de ses futurs étudiants et à mieux préparer les candidats au baccalauréat aux exigences académiques. Au cours de cette rencontre, les responsables universitaires ont détaillé le système Licence-Master-Doctorat (LMD), les filières disponibles ainsi que les modalités d'inscription. L'accent a été porté sur l'anticipation des choix d'orientation. Certains parcours disent-ils étant conditionnés par des concours d'entrée, tandis que d'autres restent accessibles sur étude de dossiers. La délégation a souligné que l'Université de Lomé propose une offre de formation diversifiée qui couvre l'ensemble des champs du savoir. Des sciences humaines et sociales aux sciences économiques et de gestion, en passant par les sciences de la santé, les



technologies, les sciences fondamentales ou encore les filières professionnelles, l'institution entend répondre aux besoins de formation des étudiants tout en s'adaptant aux exigences du marché de l'emploi et aux mutations du monde académique. Les élèves ont également été informés des dispositifs d'accompagnement, existants au sein de l'université, destinés à faciliter leur intégration et leur réussite. Cette initiative, qui se déroule simultanément sur l'ensemble du territoire national, se poursuit dans la région des Plateaux-Ouest avec d'autres établissements ciblés, à Womé et Tovégan, dans l'objectif d'élargir la sensibilisation et de toucher un plus grand nombre de futurs bacheliers. Les échanges ont permis d'insister sur la nécessité pour les élèves de construire un projet académique en adéquation avec leurs compétences et les réalités du marché de l'emploi, dans un contexte marqué par

la diversification des filières et l'évolution des besoins professionnels. Les responsables de l'Université de Lomé ont appelé les élèves à viser l'excellence académique, condition essentielle pour accéder aux opportunités de bourses, de mobilité internationale et d'insertion professionnelle. « Il est souvent admis, à tort, que fréquenter une université privée offre davantage de chances de poursuivre ses études à l'étranger. En réalité, ces perspectives reposent surtout sur l'étudiant lui-même. A l'Université de Lomé, les partenariats existent et les opportunités sont réelles pour les étudiants sérieux », a indiqué le Pr Mawusse Kpakpo Akue Adotevi. Le directeur de l'Institut Afrique-Europe de l'Innovation et des Métiers (IAEIM), Pr Bernard Tossou Atchrimi, a exhorté les élèves à faire des choix d'orientation réfléchis et à se préparer dès maintenant aux exigences universitaires, insistant sur l'importance du travail et la détermination pour relever les défis de l'enseignement supérieur.

Avec ATOP/ER/AYH

# BOARD

DEVELOPMENT DAYS

## SAVE THE DATE

📅 11 & 12 JUIN 2026

📍 HÔTEL 2 FÉVRIER,  
LOMÉ-TOGO

